

**VICE-RECTORAT À L'ENSEIGNEMENT ET
À LA RECHERCHE**

**RAPPORT ANNUEL 2013-2014
PRÉSENTÉ AU SÉNAT ACADÉMIQUE
LE 22 AOÛT 2014**

**Préparé par
André Samson, Ph. D.**

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	4
PARTIE I : LES ACTIVITÉS RELATIVES À L'ENSEIGNEMENT	5
A) La population étudiante	5
B) Les réussites étudiantes.....	6
C) Le corps professoral.....	8
D) Les programmes et les cours	8
PARTIE II : LES ACTIVITÉS RELATIVES À LA RECHERCHE	11
A) Les activités de recherche-développement-crédation-innovation.....	11
B) Les centres.....	12
1) Le Centre de recherche en linguistique appliquée (CRLA)	12
2) Le Centre d'études du vieillissement (CEV).....	12
3) Le Centre de recherche et de développement en éducation (CRDE)	13
4) Le Centre de recherche sur les aliments (CRA).....	13
5) Le Centre de traduction et de terminologie juridiques (CTTJ).....	14
6) Le Centre de commercialisation internationale (CCI).....	14
7) Le Centre Assomption de recherche et de développement en entrepreneuriat (CARDE).....	15
C) Les chaires de recherche	15
1) La Chaire de recherche du Canada en administration publique et en gouvernance.....	15
2) La Chaire de recherche du Canada en relations intergroupes.....	16
3) La Chaire de recherche du Canada en métabolisme cellulaire des lipides	16
4) La Chaire de recherche du Canada sur l'optique dans les technologies de l'information et de la communication.....	17
5) La Chaire de recherche de la Société canadienne du cancer.....	17
6) La Chaire de recherche Jeanne et Jean-Louis-Lévesque en gestion financière.....	17

7) La chaire des Caisses populaires acadiennes en gestion des coopératives	18
8) Autres chaires	18
D) Les instituts	18
1) Institut canadien de recherche en politiques et administration publiques (ICRPAP)	18
2) L'Institut d'études acadiennes (IEA).....	19
PARTIE III : LES SERVICES ET LES BUREAUX RATTACHÉS AU VRER ..	20
A) La Bibliothèque Champlain, le Centre d'études acadiennes Anselme-Chiasson et le Musée acadien	20
B) Le Bureau de l'enseignement coopératif (BEC)	21
C) Le Bureau de soutien à l'innovation (BSI)	21
D) La Direction générale des technologies (DGT)	22
E) La Galerie d'art Louise-et-Reuben-Cohen.....	22
F) Le Registrariat.....	23
G) La Revue de l'Université de Moncton.....	23
H) Le Service d'animation et de soutien à l'enseignement (SASE).....	24
PARTIE IV : LES OBJECTIFS PRIORITAIRES POUR 2014-2015	25

INTRODUCTION

Ceci constitue mon premier rapport en tant que vice-recteur à l'enseignement et à la recherche de l'Université de Moncton. Entré en fonction le 1^{er} juin 2014, il va de soi que la grande majorité des dossiers présentés ici ont été menés par mon prédécesseur, M. Neil Boucher, et par ses collègues. L'exercice de rédaction de ce rapport annuel au Sénat académique m'aura permis d'apprécier la grande variété des dossiers qui relèvent du VRER ainsi que le dynamisme et le professionnalisme qui caractérisent les unités concernées. La rédaction de ce rapport m'aura aussi permis de mieux saisir l'ampleur des défis auxquels fait face notre université. Ce constat a renforcé ma conviction quant au caractère primordial de notre planification stratégique 2020. C'est en analysant les problématiques au moyen de cet outil que nous pourrons prendre les décisions les mieux éclairées pour remplir notre mission et ainsi répondre aux besoins de notre communauté.

En ce qui concerne les activités relatives à l'enseignement (partie I du rapport), l'exercice de reconfiguration des programmes a, sans surprise, nécessité beaucoup d'énergie. Parallèlement à cet exercice, une version révisée de la politique d'évaluation des programmes a été complétée. Il s'ensuit des modifications au calendrier d'évaluation. Tous ces efforts visent un seul but : s'assurer que nos programmes sont d'excellente qualité. Les données concernant les inscriptions confirment la tendance à la baisse, principalement au premier cycle. En effet, il semble que les inscriptions aux cycles supérieurs se soient stabilisées. Par ailleurs, la taille du corps professoral régulier est légèrement accrue ainsi que le nombre de crédits offerts. Ces données soulèvent de façon criante la nécessité d'avoir une stratégie de recrutement performante et bien coordonnée. Le recrutement n'est pas l'affaire de la voisine ou du voisin; c'est l'affaire de toutes et tous !

Les activités de recherche-développement-crédation-innovation (RDCI) ont été nombreuses et variées (partie II du rapport). Bien que les subventions provenant des grands conseils aient diminué, les autres sources de financement ont augmenté. La création ou l'attribution de quatre nouvelles chaires¹ est assurément une bonne nouvelle qui devrait se traduire par une productivité accrue en recherche au cours des prochaines années. La Faculté des études supérieures et de la recherche (FESR) travaille à diverses stratégies d'appui à la recherche qui s'adressent autant à nos étudiantes et étudiants qu'aux membres du corps professoral. Les transformations substantielles qu'a connues le Bureau de soutien à l'innovation s'inscrivent dans la même optique.

Une longue liste de services d'appui à l'enseignement et à la recherche est nécessaire pour que l'Université puisse remplir sa mission. Leurs activités sont décrites dans la partie III du présent document.

Je remercie mes collègues de l'équipe de direction, ainsi que mes deux vice-recteurs adjoints, M^{me} Lise Dubois et M. Jean-François Richard, pour leur appui depuis mon entrée en fonction. Je remercie également les auteurs des 36 rapports soumis par les unités qui relèvent du VRER (facultés, chaires, centres, etc.). J'encourage les membres du Sénat académique à lire ces documents qui décrivent très bien « l'état des lieux », les défis et les projets d'avenir. Ces rapports annuels sont disponibles à l'adresse suivante :

<http://www.umoncton.ca/enbref/node/95>

¹ Chaire de recherche du Canada en écologie polaire et boréale (Nicolas Lecomte)

Chaire de recherche du Canada en études acadiennes (Benoît Doyon-Gosselin)

Chaire de recherche en innovation du Nouveau-Brunswick en biosciences (Marc Surette)

Chaire de recherche en santé CNFS sur le vieillissement des populations (Suzanne Dupuis-Blanchard)

PARTIE I : LES ACTIVITÉS RELATIVES À L'ENSEIGNEMENT

A) LA POPULATION ÉTUDIANTE

La population étudiante (y inclus l'éducation permanente) pour l'année académique 2013-2014 s'élevait à 5 591, soit une baisse de 4 % par rapport à l'année précédente. Ce déclin est particulièrement préoccupant à la Faculté des sciences de l'éducation qui a subi une baisse d'inscriptions de 12 % en un an et de 34 % en cinq ans. Même le traditionnellement très populaire programme préparatoire en science de la santé (DSS) a vu une baisse importante de ses inscriptions (près de 20 %) au cours de la dernière année.

Le tableau 1 montre que la baisse des inscriptions s'étend à l'ensemble des unités sauf la Faculté d'administration qui a vu une légère hausse de ses inscriptions. Ceci s'explique par l'attrait des programmes de cette faculté pour la clientèle internationale qui y constitue 44 % des effectifs. Pour l'ensemble de l'université, cette dernière constitue 18 % des effectifs étudiants en 2013-2014², comparativement à 14 % l'année précédente. À l'Éducation permanente, nous avons des indications à l'effet que la baisse des effectifs peut partiellement s'expliquer par des restrictions imposées quant aux modes de paiement des frais de scolarité.

Tableau 1
Population étudiante

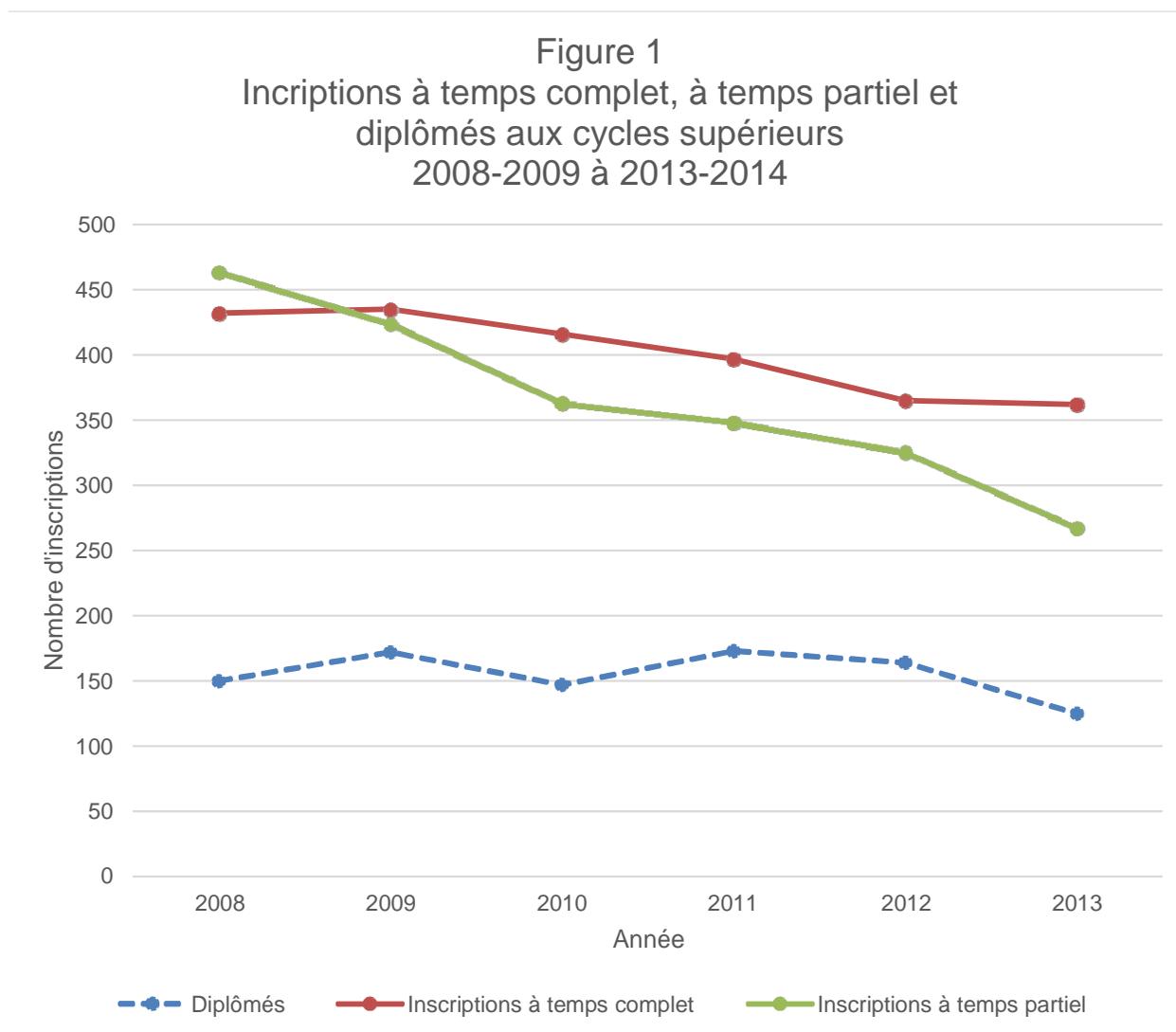
Unités	2012-2013	2013-2014
Administration	752	758
Arts et sciences sociales	1 023	999
Campus d'Edmundston	420	401
Campus de Shippagan	385	358
Droit	110	105
Éducation permanente ³	898	872
Études supérieures et recherche	[690]	[629]
Ingénierie	381	374
Santé et services communautaires	813	777
Sciences	586	545
Sciences de l'éducation	457	402
Totaux :	5 825	5 591

Au niveau des études supérieures (figure 1), la lente décroissance des inscriptions observées ces dernières années semble se stabiliser, du moins pour les inscriptions à temps complet.

Les efforts de la FESR pour développer un plan de recrutement, en collaboration avec le recruteur aux cycles supérieurs et le Vice-rectorat aux affaires étudiantes et internationales, ne sont sûrement pas étrangers à cette tendance. La question de la participation étudiante aux études supérieures doit également prendre en considération la problématique de la persévérance. Dans cette optique, un programme d'appui à la réussite des études supérieures a vu le jour et des efforts considérables ont été investis dans la gestion du nouveau programme de bourses de maîtrise des trois conseils de recherche fédéraux et son harmonisation avec le nouveau régime de bourses d'études supérieures mis en œuvre par la province.

² Edmundston : 10%; Moncton : 24%; Shippagan : 9%

³ Équivalences temps plein selon un ratio 6 : 1



Je suis encouragé de constater que le recrutement est une problématique qui a suscité une réflexion et diverses actions au sein de certaines facultés (dépliants promotionnels, visites du corps professoral dans des écoles, collaborations avec les recruteurs, etc.). Cette question doit être considérée comme prioritaire et nous devons faire nôtre la maxime « le recrutement, c'est l'affaire de toutes et tous. ».

Pour conclure cette section, il ne faudrait pas passer sous silence les efforts qui ont été déployés pour promouvoir la mobilité étudiante, notamment à la Faculté d'administration, à la Faculté des arts et des sciences sociales et à la Faculté de droit. Plusieurs étudiants et étudiantes ont participé à divers programmes d'échange qui les ont amenés ailleurs au Canada et en Europe.

B) LES RÉUSSITES ÉTUDIANTES

Encore cette année, plusieurs de nos étudiantes et de nos étudiants des trois campus se sont démarqués au niveau académique, scientifique ou communautaire. En voici quelques exemples :

- Mme Stéphanie Doiron de la Faculté d'administration, a obtenu une bourse d'excellente d'une valeur de 15 000 \$ du *Frank H Sobey Awards for Excellence in Business Studies*.
- Le portefeuille étudiant Louisbourg a obtenu un rendement supérieur à l'indice pendant la dernière année.

- Plusieurs étudiantes et étudiants du Département d'art dramatique ont présenté la pièce « *Le jeu de la mélancolie* » de l'auteure américaine Sarah Ruhl au Festival international de théâtre de Sibiu en Roumanie.
- Alexis Couture, étudiant de troisième année à la Faculté de droit de l'Université de Moncton, a reçu le prix pour la meilleure plaidoirie lors du concours national de plaidoirie en première instance, la Coupe Sopinka. Le concours de la Coupe Sopinka est réservé aux huit équipes gagnantes des concours régionaux parmi les équipes participantes des vingt et une facultés de droit au pays.
- Adèle Bourgeois, qui sera finissante en octobre du B.Sc. – régime coop (majeure en mathématiques) suite à un dernier stage coopératif au Centre de la sécurité des télécommunications canadien, a obtenu le prix étudiant d'excellence de la Faculté en 2013 et le prix Thu-Pham-Gia de son département en 2014 (prix pour la meilleure moyenne parmi les finissantes et les finissants). Elle va entreprendre une maîtrise en mathématiques à l'U. d'Ottawa.
- Mme Yasmina Binot, étudiante en thérapie respiratoire de l'Université de Moncton, a reçu une bourse nationale d'excellence du Consortium national de formation en santé (CNFS). Ces bourses du CNFS sont attribuées à des étudiantes ou étudiants qui se sont démarqués au cours de leurs études grâce à leur engagement au sein de leur communauté francophone en situation minoritaire, à leur participation à la vie étudiante de leur institution et à leur rendement académique.
- À la Faculté d'ingénierie, l'équipe composée des étudiants Guillaume Demers, Éric Léger, Jeffrey Nason et Kevin Vigneault-Chiasson a remporté une deuxième place provinciale et une première place nationale dans une compétition de génie (catégorie « conception junior »). L'équipe est donc en route pour la compétition internationale.
- La FESR a décerné le Prix Vo-Van de la meilleure thèse à Bernard Haché pour la qualité de sa thèse de doctorat en études françaises « *Les feuilletons littéraires dans les journaux acadiens (1867-1900)* », dirigée par le professeur James de Finney (à la retraite). Le prix a été décerné pendant les *Journées des études supérieures et de la recherche*.
- En février 2014, Aminata Soumah, étudiante de troisième année au baccalauréat ès arts multidisciplinaire à l'Université de Moncton, campus d'Edmundston (UMCE) a fait une présentation à environ 130 élèves de l'École de Saint-Jacques sur l'Afrique de l'Ouest. Celle-ci portait notamment sur divers aspects de la vie de la République de Guinée, son pays d'origine, notamment sur le transport, le gouvernement, le tourisme, les animaux, les plats, les vêtements et la culture.
- Christian Landry, diplômé à la maîtrise en chimie sous la direction du professeur Luc Tremblay (Département de chimie et biochimie), a obtenu le Prix du Recteur pour sa publication intitulée « *Compositional differences between size classes of dissolved organic matter from freshwater and seawater revealed by an HPLC-FTIR system* ». Ce prix contribue à la promotion de l'excellence en recherche chez les étudiantes et les étudiants de l'Université de Moncton en récompensant la meilleure publication scientifique étudiante de l'année.
- François Savoie Ferron, du programme de gestion intégrée des zones côtières du Campus de Shippagan, a effectué durant l'automne 2013, un stage à l'Université de Bretagne-Sud (UBS) à Lorient, France. Il a ainsi participé au programme d'échange entre étudiants du Développement Durable et Zone Côtière de l'UMCS et ceux du Master en aménagement et développement des territoires maritimes et littoraux offert à l'UBS. Pour François, le constat est frappant : les littoraux bretons et acadiens partagent de nombreuses problématiques communes, comme l'érosion des côtes, l'eutrophisation et la préservation des ressources.

C) LE CORPS PROFESSORAL

Pendant l'année académique 2013-2014, le corps professoral de l'Université de Moncton comptait 311 membres réguliers, une augmentation d'un peu plus de 1 % par rapport à l'année précédente. Quant aux effectifs temporaires, ils ont diminué de près de 3 %. Le tableau 2 présente la distribution des effectifs professoraux à temps plein et à temps partiel dans les différentes unités. Les fluctuations importantes observées à l'Éducation permanente sont dues à la nature des formations offertes. Notez également que ces effectifs ne sont pas pris en compte dans le total des effectifs professoraux, car ces personnes sont, pour la plupart, déjà comptabilisées dans les unités.

Tableau 2
Effectif professoral régulier et temporaire

Unités	2012-2013		2013-2014	
	Régulier	Tempo- raire	Régulier	Tempo- raire
Administration	19	5	19	5
Arts et sciences sociales	78	26	76	23
Campus d'Edmundston	42	12	44	12
Campus de Shippagan	35	4	35	4
Droit	9	0	10	0
Ingénierie	20	1	21	2
Éducation permanente	[67]	[111]	[85]	[86]
Santé et services communautaires	42	13	42	16
Sciences	40	9	42	6
Sciences de l'éducation	22	7	22	7
Totaux :	307	77	311	75

Mentionnons finalement qu'en 2014, sept professeures et professeurs ont été promus à l'agrégation tandis que quatre ont accédé à la titularisation.

D) LES PROGRAMMES ET LES COURS

L'exercice de reconfiguration des programmes a été, encore cette année, un objectif commun à plusieurs facultés. Comme en fait foi le rapport annuel du Comité des programmes, des efforts considérables ont été consacrés à ce dossier. De plus, le déploiement de programmes reconfigurés engendre forcément une attention particulière ou un protocole de transition afin que le tout se déroule sans heurt pour nos étudiantes et nos étudiants. Sept programmes reconfigurés ont été lancés en septembre 2013, principalement à la Faculté d'ingénierie. Neuf autres programmes dont la reconfiguration a été complétée cette année (Faculté des sciences) seront lancés à une date ultérieure.

Pendant l'année 2013-2014, deux nouveaux programmes ont été approuvés par les instances compétentes, soit le Baccalauréat appliqué en gestion des services financiers (en collaboration avec le CCNB) et le Baccalauréat appliqué en technologie, information et leadership (UMCS en collaboration avec le CCNB).

La Faculté de droit a examiné ses programmes à la lumière des nouvelles exigences professionnelles de la *Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada* et la Faculté d'ingénierie a travaillé à préparer les documents nécessaires au processus de renouvellement de l'agrément des programmes de baccalauréat qui doit avoir lieu l'an prochain.

La modification et la création de nouveaux programmes faisaient partie de la liste des objectifs de plusieurs facultés. Divers projets aux trois cycles d'études et à divers niveaux

de développement sont sur la planche à dessin. Mentionnons notamment le projet de Baccalauréat d'études individualisées (campus de Shippagan), de Maîtrise ès sciences de la gestion et de Doctorat ès sciences appliquées.

Parallèlement au processus de reconfiguration, l'évaluation des programmes s'est poursuivie pendant l'année 2013-2014. Le processus d'évaluation du Baccalauréat en gestion de l'information et du Baccalauréat en travail social a été complété. Le rapport du VRER relatif au premier programme a été présenté au Comité conjoint de la planification (CCJ) en janvier 2014 et au Sénat académique en mars 2014. Quant au programme de Baccalauréat en travail social, le processus d'évaluation a été amorcé en 2013-2014 et sera présenté au CCJ en août 2014.

Un comité de travail relevant du bureau du VRER a procédé à la révision de la politique d'évaluation des programmes de l'Université de Moncton. Cette révision avait pour objectif, d'une part, de répondre aux recommandations formulées par la CESPМ et, d'autre part, de mieux répondre aux besoins de l'Université en matière d'assurance de la qualité. Cette nouvelle politique est entrée en vigueur en 2014. L'application de cette dernière, dans le contexte de la reconfiguration des programmes, va forcément impliquer une révision du calendrier d'évaluation des programmes.

Tableau 3
Nombres de crédits enseignés

Unités	2012-2013		2013-2014	
	Crédits	Crédits-étudiant	Crédits	Crédits-étudiant
Administration	510	17 481	546	17 115
Arts et sciences sociales	2 189	40 072	2 139	37 944
Campus d'Edmundston	909	13 703	901	12 876
Campus de Shippagan	724	11 196	799	11 395
Droit	161	3 701	168	3 558
Éducation permanente	[1 346]	[13 192]	[1 367]	[11 994]
Études supérieures et recherche ⁴	48	243	66	159
Ingénierie	333	7 110	341	7 302
Santé et services communautaires ⁵	873	19 421	976	18 818
Sciences	915	23 589	934	21 272
Sciences de l'éducation	469	9 917	411	8 288
Total :	7 131	146 433	7 281	138 727

Comme l'indique le tableau 3, l'année 2013-2014 a vu une augmentation de 2 % du nombre de crédits offerts. Le nombre de crédits-étudiant⁶ a, quant à lui, diminué d'un peu plus de 5 % ce qui n'est pas étonnant compte tenu de la diminution de la population étudiante décrite plus haut (Partie I-A).

Cette année, 251 nouveaux cours ont été créés, 218 ont été supprimés et 133 ont été modifiés pour un ajout net de 33 cours à notre répertoire.

La ventilation des crédits offerts par des chargées de cours et des chargés de cours se trouve au tableau 4. Dans l'ensemble, on constate une légère baisse (1 %) par rapport à l'année précédente. Si on exclut l'Éducation permanente, on enregistre une augmentation de 1 % du nombre de crédits offerts par des chargées de cours et des chargés de cours (2012-2013 = 1 311; 2013-2014 = 1 323).

⁴ Exclut les crédits et crédits-étudiant associés aux thèses

⁵ L'augmentation substantielle du nombre de crédits offerts à la Faculté des sciences de la santé et des services communautaires s'explique par les internats et les mémoires de 3^e cycle en psychologie

⁶ tous les cours offerts [nombre de crédits du cours x nombre d'étudiants et d'étudiantes inscrits au cours]

Tableau 4
 Nombres de crédits offerts par des chargées de cours et des chargés de cours

Unités	2012-2013	2013-2014
Administration	159	162
Arts et sciences sociales	502	524
Campus d'Edmundston	n.d.	[210]
Campus de Shippagan	137	134
Droit	24	34
Éducation permanente	911	879
Études supérieures et recherche	6	3
Ingénierie	54	61
Santé et services communautaires	161	159
Sciences	138	128
Sciences de l'éducation	130	118
Totaux :	2 222	2 202

PARTIE II : LES ACTIVITÉS RELATIVES À LA RECHERCHE

A) LES ACTIVITÉS DE RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT-CRÉATION-INNOVATION (RDCI)

Comme en témoignent les rapports annuels de chaque unité qui relève du VRER, l'année 2013-2014 a vu une grande variété d'activités de RDCI. Par contre, le nombre de publications arbitrées, livres et chapitres de livres a été inférieur (environ 300) à l'an passé (environ 370). Il faut cependant souligner que ces statistiques ne prennent pas en compte le fait que les professeures et les professeurs qui œuvrent dans les disciplines artistiques de la Faculté des arts et des sciences sociales ont participé à des activités soumises à un processus de sélection par jury ou comité d'évaluation (12 en 2013-2014). Le tableau 5 montre la répartition des sources de financement de la recherche provenant des grands conseils (CRSH, CRSNG, IRSC) et d'autres organismes (FINB, FRSNB, etc.). Les quatre dernières années ont vu une tendance à la baisse du financement de la recherche, particulièrement celui provenant des grands conseils. Cette année, cette baisse est de 8% par rapport à l'an passé. Il faut cependant souligner les succès observés à la Faculté des sciences, à la Faculté des arts et des sciences sociales et à la Faculté des sciences de l'éducation qui ont toutes trois augmenté leur financement en provenance des trois grands conseils. Les subventions provenant d'autres sources, traditionnellement plus substantielles en valeur absolue, se sont accrues de 7%. On observe donc au final une augmentation du financement de la recherche à l'Université de Moncton. Si on considère l'ensemble des subventions internes et externes, c'est plus de 8 millions de dollars qui ont été investis en RDCI.

Tableau 5
Financement de la recherche (000 \$)

Unités	2012-2013		2013-2014	
	Grands conseils	Autres revenus	Grands conseils	Autres revenus
Administration	0	30	0	19
Arts et sciences sociales	48	587	89	370
Campus d'Edmundston	30	350	20	1 120
Campus de Shippagan	220	850	185	600
Droit	0	30	0	44
Ingénierie	130	350	90	330
Santé et services communautaires	350	550	150	1 310
Sciences	528	2 444	651	1 950
Sciences de l'éducation	25	592	44	438
Totaux :	1 331	5 783	1 229	6 181

Au niveau institutionnel, l'année 2013-2014 a vu le lancement du Plan de développement de la recherche. Ce plan est financé par un important investissement de deux ans dans le développement de la capacité en recherche de l'Université de Moncton. Entre autres initiatives, mentionnons un programme de subvention stratégique lancé en septembre 2013⁷. Cette année aura été exceptionnelle au chapitre des chaires de recherche puisque quatre nouvelles chaires ont vu le jour ou ont été attribuées. Ceci est, en soi, une statistique très encourageante qui laisse présager une productivité accrue en RDCI dans les années à venir.

⁷ Des subventions de 10 000 \$ ont été attribuées à des projets de recherche dans le but de servir de levier pour des demandes de subvention plus substantielles.

Soulignons finalement que la FESR gère quatre programmes de financement interne de la recherche⁸. Cette année, c'est approximativement 350 000 \$ qui ont été attribués à plus de 130 chercheuses et chercheurs. La FESR a également organisé des activités de valorisation de la recherche (ex. : Colloque des jeunes chercheuses et chercheurs) dans le but d'accroître la capacité en recherche. Tous ces efforts doivent être félicités, car ils s'arriment parfaitement à la planification stratégique 2020 dont un des chantiers est la recherche, le développement, la création et l'innovation.

B) LES CENTRES

1) LE CENTRE DE RECHERCHE EN LINGUISTIQUE APPLIQUÉE (CRLA)

Fondé en 1987, le CLRA, codirigé par M^{me} Laurence Arrighi et M^{me} Annette Boudreau a pour mandat de favoriser la recherche en linguistique ainsi que les études sur l'aménagement du français au Nouveau-Brunswick. L'objectif central est de montrer les liens entre la description des phénomènes linguistiques et leur environnement social, liens, qui dans le contexte des milieux minoritaires, ne sauraient être dissociés.

En 2013-2014, le CRLA a pris en charge l'organisation de la 5^e édition du colloque international bisannuel *Les français d'ici*, qui se déroula du 12 au 14 juin au sein de notre université. Par ailleurs, deux conférenciers ont été invités à faire part de leur recherche au public (James Costa du *Department of Linguistics and Scandinavian Studies* de la *University of Oslo* et Siobhán Kiely, professeure associée au département d'anglais de l'Université de Moncton). Le CRLA a aussi organisé, en collaboration avec le District scolaire francophone–Sud, une journée de réflexion sur le français dans l'enseignement au sud-est du Nouveau-Brunswick. L'événement s'est déroulé à l'école Le Sommet.

Deux projets de publications ont été achevés cette année : 1) Annette Boudreau, (dir.) *Le français en milieu minoritaire : défis et enjeux*; 2) Laurence Arrighi et Matthieu LeBlanc (dir.) *La situation du français en Acadie du Nouveau-Brunswick; La francophonie en Acadie : dynamiques langagières et sociales*. Un projet commencé l'année précédente se poursuit et un projet de coédition d'un numéro spécial de la *Revue de l'Université de Moncton* a été initié.

Dans l'optique de développer des partenariats et des échanges internationaux, le CRLA a reçu en avril 2014 une délégation du Centre de dialectologie et d'étude du français de l'Université de Neuchâtel en Suisse composée de 2 professeurs (Andres Kristol et Frederica Diemoz) et 12 étudiantes et étudiants à la maîtrise.

Pour l'année 2014-2015, on vise, entre autres, à faire une publication à partir du colloque *Les français d'ici* qui s'est tenu cette année.

2) LE CENTRE D'ÉTUDES DU VIEILLISSEMENT (CEV)

Sous la direction de M^{me} Suzanne Dupuis-Blanchard, le CEV a pour mission de promouvoir la recherche, la formation et le service à la collectivité dans le domaine du vieillissement, par le biais de la collaboration interdisciplinaire et le partenariat.

La directrice est cochercheuse dans une équipe de la *University of New Brunswick* voulant mieux comprendre le vécu des personnes âgées ayant le statut « bed blockers »

⁸ Concours régulier, Programme spécial d'aide à la diffusion de la RDCI, Programme spécial axé sur des thèmes spécifiques (Aide aux petites universités), Programme de subventions stratégiques

(hospitalisées en attente d'admission dans un foyer de soins). La collecte des données vient de se terminer et l'analyse sera entreprise prochainement.

Parmi les autres activités du CEV, mentionnons que, grâce au financement obtenu des Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), la diffusion des résultats d'un projet portant sur l'influence du contexte sociolinguistique majoritaire / minoritaire sur le maintien à domicile des aînés en perte d'autonomie fut réalisée. Par ailleurs, le CEV poursuit sa collaboration avec l'Association des universités du 3^e âge du Nouveau-Brunswick dans l'analyse des besoins en éducation des personnes âgées francophones dans la province.

Pour l'année 2014-2015, deux objectifs principaux sont ciblés : poursuivre le développement du programme de recherche sur le maintien à domicile et contribuer aux activités de la nouvelle Chaire de recherche en santé – CNFS sur le vieillissement des populations dont la directrice est titulaire.

3) LE CENTRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT EN ÉDUCATION (CRDE)

Le mandat du CRDE est d'encourager, d'appuyer, de réaliser et de diffuser des projets de recherche, de création et de développement de haut niveau en éducation. Ces projets ont pour objectifs la description et la compréhension de réalités éducatives au sein des communautés francophones minoritaires, de même que l'action sur ces réalités en vue de favoriser l'épanouissement de ces mêmes communautés. Le Centre est sous la direction de M^{me} Stéphanie Renée LeBlanc.

Parmi les réalisations de l'année 2013-2014, mentionnons que dix projets de recherche liés au domaine de l'éducation ou à des domaines connexes ont été entrepris par le CRDE ou se sont poursuivis. Douze articles scientifiques ont été publiés dans des revues arbitrées, onze articles dans des actes de colloque, sept rapports de recherche, un livre pédagogique et 31 communications scientifiques.

Au chapitre des partenariats, le CRDE est particulièrement actif puisqu'il travaille à divers projets avec, entre autres, la Commission de la santé mentale du Canada, le YWCA de Moncton, le CCNB, la *John Howard Society of Southeastern New Brunswick* et le Centre de Bénévolat de la Péninsule Acadienne.

Pour l'année 2014-2015, de nombreux projets se profilent à l'horizon, notamment un projet en partenariat avec le District scolaire francophone Sud, le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance et le ministère de l'Éducation postsecondaire, Formation et Travail qui traitera des pratiques d'intégration des nouveaux arrivants dans les écoles francophones du Nouveau-Brunswick.

4) LE CENTRE DE RECHERCHE SUR LES ALIMENTS (CRA)

Le mandat du CRA est voué à la recherche appliquée et fondamentale, ainsi que la formation dans les domaines des sciences, des technologies et des biotechnologies alimentaires. Son rôle premier est de catalyser l'innovation et le transfert technologique, ainsi que stimuler l'émergence de nouvelles initiatives favorisant la compétitivité des industries agroalimentaires et marines locales. Le CRA est dirigé par M. Pascal Audet.

Au cours de l'année 2013-2014, le CRA a poursuivi un projet d'évaluation de la propreté microbiologique des surfaces environnementales au campus de Moncton. Il a aussi effectué des analyses microbiologiques et chimiques pour plus d'une trentaine de clients, principalement des provinces atlantiques. Les résultats de travaux entrepris au cours des

années précédentes furent publiés, notamment un rapport technique sur le traitement thermique à température moyenne pour l'assainissement de cantaloups entiers.

Pour l'année 2014-2015, le CRA entend poursuivre ses activités de recherche et développement afin de continuer à desservir l'industrie alimentaire dans le domaine de la microbiologie alimentaire, de l'assurance de qualité et de l'évaluation sensorielle des aliments. Il travaillera également à maintenir et à implanter de nouvelles normes internationales ISO pour ses laboratoires.

5) LE CENTRE DE TRADUCTION ET DE TERMINOLOGIE JURIDIQUES (CTTJ)

Le CTTJ a pour mission de travailler à l'aménagement du français juridique au Canada, par la production de documents et d'outils qui facilitent l'apprentissage et l'exercice de la *Common Law* en français.

En 2013-2014, le CTTJ a poursuivi ses travaux de traduction de jugements, de lois et de règlements ainsi que l'enrichissement de la banque terminologique JURITERM. Il a également continué à alimenter le recueil des difficultés et des ressources du français juridique *Juridictionnaire*. Le financement du CTTJ a été renouvelé jusqu'au 31 mars 2015 et diverses stratégies sont étudiées pour diversifier les sources de revenus.

L'année 2013-2014 constitue la dernière année que le CTTJ est sous la direction de M. Gérard Snow. M. Snow a été le principal titulaire du poste depuis la fondation du Centre en 1979. Je me joins à l'ensemble de la communauté universitaire pour le remercier sincèrement pour son travail rigoureux et le professionnalisme qu'il a témoigné pendant toutes ces années. M^{me} Karine McLaren, jurilinguiste qui s'est jointe à l'équipe du CTTJ en 2012, assume la direction depuis le 1^{er} juillet 2014.

Pour l'année 2014-2015, le CTTJ entend poursuivre le travail déjà entamé en matière de normalisation et de francisation du vocabulaire en *Common Law* et de collaborer avec d'autres organismes. Il poursuivra également la rédaction du *Juridictionnaire*, de la 2^e édition de *la common law de A à Z* ainsi que la diffusion des *Actualités jurilinguistiques*.

6) LE CENTRE DE COMMERCIALISATION INTERNATIONALE (CCI)

Le CCI, sous la direction de M. Egbert McGraw, a pour mandat de sensibiliser la communauté universitaire à travailler dans un contexte multiculturel et global, en favorisant l'interaction avec la communauté des affaires, ainsi que sensibiliser également celle-ci aux opportunités, conditions et tendances qui existent à l'international.

Cette année, le CCI a organisé la septième Semaine du commerce international à la Faculté d'administration sur le thème « L'innovation et la croissance », ainsi que la Journée du commerce international pendant la semaine internationale de l'Université de Moncton. Le programme de partenariat *Explorateur N.-B. – U*, lancé en octobre 2013, vise à jumeler des étudiantes et des étudiants des universités de la province avec des entreprises exportatrices afin de développer des stratégies d'exportation et de préparer les entreprises aux missions commerciales. Dans le cadre de ce programme, 22 étudiantes et étudiants du BAA ont travaillé avec six entreprises du Nouveau-Brunswick intéressées par le développement de marchés à l'international. Parmi les nombreuses autres activités du CCI, mentionnons l'organisation, en collaboration avec la FESR, d'un panel portant sur le développement durable et l'industrie des gaz de schiste.

En plus des activités récurrentes, le plan d'action 2014-2015 prévoit la reconduite du programme de partenariat *Exportateur N.-B. – U* et la mise sur pied d'un Centre d'intelligence culturelle en affaires à la Faculté d'administration.

7) LE CENTRE ASSOMPTION DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT EN ENTREPRENEURIAT (CARDE)

Le CARDE exerce un mandat voué à la recherche, au développement et à l'insertion dans le milieu des affaires par le biais de la diffusion des connaissances et la création de partenariats régionaux et internationaux. Il est dirigé par M^{me} Pauline Roy.

Au cours de l'année 2013-2014, le CARDE a initié plusieurs rencontres avec des gestionnaires de PME, des professeures et des professeurs de la Faculté d'administration et des organismes de soutien aux entreprises afin de bien cerner les besoins des entreprises. De ces consultations sont ressortis plusieurs besoins, notamment le développement d'une banque de données d'étude de cas d'entreprises d'ici. Le CARDE a également appuyé des étudiantes et des étudiants dans le cadre du programme « Ambassadeur Entrepreneur » du Centre d'innovation et d'entrepreneuriat Pond-Deshpande. Il a également participé et appuyé la Semaine de l'administration.

Pour l'année 2014-2015, le CARDE va, entre autres, contribuer à l'organisation d'un forum (Éveil PME) sur l'entrepreneuriat pour les jeunes de la province. Il va également continuer à développer un programme d'appui au démarrage et au développement d'entreprises et travailler à la mise en place de services adaptés aux femmes entrepreneures.

C) LES CHAIRES DE RECHERCHE

1) LA CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA EN ADMINISTRATION PUBLIQUE ET EN GOUVERNANCE

La Chaire de recherche du Canada en administration publique et en gouvernance est la seule chaire de niveau 1 à l'Université de Moncton. Les travaux de la Chaire menés par M. Donald Savoie portent sur la démocratie représentative et le contrôle démocratique de la bureaucratie. Le monde politique et le monde administratif sont des éléments cruciaux de tout processus de gouvernance et le mandat de la Chaire est d'explorer en profondeur ce champ d'études en mettant l'accent sur le Canada.

Au cours de l'année 2013-2014, son titulaire a publié deux livres : « *Harrison McCain : Single-Minded Purpose* » (McGill-Queen's University Press) et *Whatever Happened to the Music Teacher?: How Government Decides and Why?* (McGill-Queen's University Press). Soulignons que le premier a été retenu comme finaliste pour le *National Business Book Award*. On compte également plusieurs autres publications arbitrées et non arbitrées. M. Savoie est impliqué dans la communauté, notamment au sein de l'Institut canadien de recherche en politiques et administration publiques, dont il assume la présidence depuis 2011.

Pour l'année 2014-2015, il est prévu de publier le livre *What is Government Good At?* et de poursuivre les recherches sur deux projets principaux : *Gouverner au centre : les organismes centraux, point d'ancrage de la gouvernance* et *Comment le gouvernement prend-t-il ses décisions et pourquoi procède-t-il ainsi?*

2) LA CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA EN RELATIONS INTERGROUPEES

Sous la direction de M^{me} Ann Beaton, le mandat de la Chaire de recherche du Canada en relations intergroupes est d'examiner les réponses des membres des groupes minoritaires à l'endroit du désavantage social et aux transformations sociales et psychologiques qui en découlent. Les trois volets du programme de recherche sont les suivants : A) les femmes et le travail non traditionnel; B) les jeunes issus des groupes minoritaires, notamment autochtones et Acadiens et la santé mentale et C) les personnes handicapées et l'inclusion professionnelle. Le programme de recherche vise également à mieux comprendre les déterminants des préjugés et des comportements de discrimination ouverts et hostiles à l'endroit des membres des groupes minoritaires.

Au cours de l'année 2013-2014, la titulaire de la Chaire et son équipe ont produit quatre articles scientifiques (sous presse), plusieurs communications ainsi qu'un rapport soumis au *New Brunswick Association for Community Living Advisory Committee*. Soulignons également l'obtention, avec trois collègues du Canada et de l'Université de Poitiers, d'une subvention du CRSH de 247 000 \$ sur cinq ans pour un projet de recherche portant sur l'espace d'engagement des parents d'enfants ayant des incapacités auditives. Sous le leadership de Mme Beaton et de ses collègues Christian Whalen et Rick Shaw, le concours RTSMA (TRAM) N.-B. ACCESS (pour des services en santé mentale dédiés aux adolescents/jeunes adultes) s'est soldé par un financement de 2,5 millions de dollars (approximatif) sur cinq ans.

Pour l'année 2014-2015, les travaux relatifs aux différents chantiers seront poursuivis, de même que les collaborations avec d'autres universités, agences communautaires et ministères.

3) LA CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA EN MÉTABOLISME CELLULAIRE DES LIPIDES

Le mandat confié à la Chaire de recherche en métabolisme cellulaire des lipides est d'implanter un programme de recherche visant à résoudre ou comprendre des questions liées au métabolisme des lipides et leurs liens avec la santé et des maladies comme le cancer, l'arthrite rhumatoïde, l'asthme et les maladies cardiovasculaires. M. Marc Surette en est le titulaire.

La Chaire a complété ses travaux le 30 avril 2014 suite à l'atteinte de la durée maximale permise. Cinq publications en voie d'achèvement et plusieurs communications scientifiques témoignent de la productivité de la Chaire en 2013-2014. Le professeur Surette est leader d'un nouveau projet de 3,5 millions \$ subventionné par le Fonds d'Innovation de l'Atlantique (FIA) qui fut annoncé en mai 2013 pour le développement commercial de nouvelles huiles alimentaires issues de graines de plantes semées et récoltées au Canada Atlantique et pour l'identification de nouvelles molécules ayant un potentiel pharmacologique. M. Surette est également co-chercheur principal (avec France Rioux de l'Université d'Ottawa et Sylvain Fiset de l'UMCE) d'un projet subventionné par les IRSC (293 618 \$ sur 3 ans) intitulé « *Impact of maternal iron deficiency during pregnancy on the offspring's CNS development* ». Le but de ce projet est d'étudier les effets d'une carence en fer pendant la grossesse sur le métabolisme et le développement du système nerveux central. Un troisième projet (100 000 \$ sur 2 ans) financé par la Fondation canadienne du cancer du sein vise à comprendre le métabolisme des lipides dans les cancers du sein hormono-dépendants. L'objectif est de trouver de nouvelles approches thérapeutiques ciblant ce métabolisme.

4) LA CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA SUR L'OPTIQUE DANS LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Comme son nom l'indique, le mandat de la Chaire est d'approfondir les connaissances sur l'optique dans les technologies de l'information et de la communication. Ce rôle se focalise sur trois thèmes : 1) Systèmes de télécommunication et d'identification, 2) Interaction personnes-systèmes et, 3) Gestion et traitement de l'information. Son titulaire est M. Habib Hamam.

Au cours de l'année 2013-2014, les travaux de recherches se sont poursuivis sur sept projets allant du développement de systèmes sûrs et conviviaux pour la manipulation de plaques pesantes à l'analyse d'images pour l'archivage de documents historiques. Outre le titulaire de la Chaire, l'équipe de recherche est constituée d'un professeur associé, deux chercheurs postdoctoraux, huit doctorants et dix étudiantes et étudiants à la maîtrise. Au chapitre de la diffusion de la recherche, soulignons six articles parus dans des revues arbitrées et 16 participations à des conférences arbitrées.

Pour l'année 2014-2015, il est prévu de poursuivre les travaux sur les trois grands thèmes et d'innover dans les systèmes de protection des données.

5) LA CHAIRE DE RECHERCHE DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DU CANCER

Cette chaire d'études a été créée afin de promouvoir la recherche sur le cancer au Nouveau-Brunswick et ainsi augmenter la masse critique de chercheuses et chercheurs dans la province⁹. Elle vise à contribuer au progrès dans la compréhension du cancer et au développement de nouvelles stratégies pour lutter contre cette maladie, notamment le cancer du rein. La titulaire est M^{me} Sandra Turcotte.

Cette année, les travaux se sont poursuivis sur l'inactivation du gène de suppression tumoral von Hippel-Lindau (VHL). La chaire a permis d'intégrer six étudiantes et étudiants du premier cycle et cinq étudiantes et étudiants de maîtrise dans diverses facettes du projet de recherche. Plusieurs d'entre eux ont d'ailleurs présenté des communications scientifiques au Nouveau-Brunswick et ailleurs au Canada. En 2013-2014, deux articles ont été publiés et trois autres sont en préparation. Mentionnons également que la professeure Turcotte vient d'obtenir une subvention de recherche de 500 000 \$ sur cinq ans des IRSC pour appuyer ses travaux sur les cellules cancéreuses du rein.

Outre la poursuite des travaux de recherche, les publications, l'enseignement et l'encadrement d'étudiantes et d'étudiants, l'année 2014-2015 sera consacrée au renouvellement de la Chaire.

6) LA CHAIRE DE RECHERCHE JEANNE ET JEAN-LOUIS-LÉVESQUE EN GESTION FINANCIÈRE

La Chaire de recherche Jeanne et Jean-Louis-Lévesque en gestion financière a pour mission de réaliser des études à propos des problématiques actuelles dans le domaine financier, ainsi que de valoriser et de promouvoir les diverses professions reliées à ce domaine auprès de la population francophone et acadienne des provinces maritimes. La titulaire par intérim est M^{me} Tania Morris.

Au cours de l'année, 2013-2014, les travaux se sont poursuivis sur quatre grands axes soit 1) la littératie financière, 2) les comportements financiers des étudiantes et étudiants

⁹ Cette Chaire est le résultat d'un partenariat entre la Société canadienne du Cancer NB, l'Institut atlantique de recherche sur le cancer (IARC) et l'Université de Moncton.

universitaires, 3) le style de leadership des chefs de PME de la province et 4) l'impact des progiciels de gestion intégrée sur le métier de contrôleur de gestion et la performance des municipalités du Nouveau-Brunswick. Ces recherches ont mené à trois publications ainsi qu'à des communications et à la participation à des tables rondes et conférences.

Au cours de l'année 2014-2015, la responsable de la Chaire entend poursuivre les objectifs de cette année et travailler à trouver d'autres sources de financement.

7) LA CHAIRE DES CAISSES POPULAIRES ACADIENNES EN GESTION DES COOPÉRATIVES

Le mandat de la Chaire est de développer de nouvelles connaissances par le biais des études portant sur des thèmes innovateurs dans le domaine de la gestion de coopératives et le transfert de ses connaissances aux institutions ou intervenants intéressés, pour renforcer leurs pratiques dans les diverses sphères d'activités de l'économie. Le titulaire est M. André Leclerc.

Au cours de l'année 2013-2014, l'équipe de recherche a poursuivi la 2^e phase de l'enquête sur la satisfaction et l'engagement des employés de la Fédération des caisses populaires acadiennes (FCPA) et des employés de Coop Atlantique. La chaire a également été impliquée dans l'organisation des colloques *Prise en charge et développement territorial : le contexte des communautés frontalières* et *Coopérer, c'est gagnant!*, organisés dans le cadre du Congrès mondial acadien 2014. Au chapitre de la diffusion, soulignons deux articles scientifiques, un rapport d'enquête ainsi que diverses communications et interventions dans des forums. Des bourses de recherche ont été octroyées à trois étudiantes inscrites au programme de MBA qui s'intéressent à des problématiques liées aux mouvements coopératifs.

Pour l'année 2014-2015, la Chaire entend soumettre une nouvelle demande à la FESR pour la création d'un groupe de recherche en gestion des coopératives à la Faculté d'administration. Ce groupe de recherche pourrait, entre autres, voir à développer un cours de baccalauréat en gestion moderne des coopératives.

8) AUTRES CHAIRES

Mentionnons finalement que les chaires de recherche suivantes ne sont pas comblées :

- Chaire en Études acadiennes (interne). Une chaire de recherche du Canada – niveau 2 en Études acadiennes a été lancée le 1^{er} juillet 2014.
- Chaire K.-C. Irving en sciences de l'environnement et développement durable (interne)
- Chaire McCain en ethnologie acadienne (interne)
- Chaire Roméo-Leblanc en journalisme (interne)

D) LES INSTITUTS

1) INSTITUT CANADIEN DE RECHERCHE EN POLITIQUES ET ADMINISTRATION PUBLIQUES (ICRPAP)

L'Institut vise d'abord et avant tout à favoriser des débats publics éclairés sur des enjeux fondamentaux de politiques publiques affectant le bien-être et la prospérité de l'Acadie, du Nouveau-Brunswick et des provinces maritimes. L'Institut effectue également des

travaux portant sur les grands enjeux de politiques publiques à l'échelle nationale. L'Institut est dirigé par M. Richard Saillant.

L'année 2013-2014 a été marquée par le lancement de la collection Roméo-LeBlanc sur les politiques publiques. Cette collection d'ouvrages se veut profondément ancrée dans l'Acadie et les Maritimes, mais elle examinera également des enjeux nationaux et internationaux qui ont un impact sur la vie des gens de l'Acadie, des Maritimes et de partout au pays. Le premier ouvrage, *Au bord du gouffre? Agir dès maintenant pour éviter la faillite du Nouveau-Brunswick* (R. Saillant, 2014), publié dans les deux langues officielles, a connu un franc succès, avec plus de 2,500 copies en circulation. Il a fait l'objet d'une cinquantaine d'articles de journaux, chroniques et reportages. Une dizaine de conférences ont été livrées par son auteur à plus de 1 000 participants.

Pour l'année 2014-2015, l'ICRPAP a divers projets de publication en chantier dont un ouvrage collectif sur les gaz de schiste. On amorcera également un chantier sur le fédéralisme fiscal et l'unité nationale au Canada.

2) **INSTITUT D'ÉTUDES ACADIENNES (IEA)**

L'IEA a comme mandat de développer et promouvoir les études acadiennes à l'Université de Moncton, viser la création d'un programme dans ce domaine, en plus de voir à la diffusion et la promotion des recherches en études acadiennes auprès des communautés scientifiques régionale, nationale et internationale et auprès de la population en général. L'Institut est sous la coordination scientifique de M. Maurice Basque.

L'IEA a publié en 2013-2014 les livres *Histoire de l'Université de Moncton* (M. Robichaud et M. Basque), *Les conventions nationales acadiennes, tome 1, Memramcook (1881), Miscouche (1884), Pointe-de-l'Église (1890)*, édition critique établie par Denis Bourque et Chantal Richard, avec la collaboration d'Amélie Giroux ainsi que le livre *Histoire du drapeau acadien* (M. Basque et A. Duguay). De plus, l'Institut a produit un livre scolaire (sous presse) pour le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance, gouvernement du Nouveau-Brunswick, intitulé *Le Nouveau-Brunswick : je découvre ma région et ma province*, par Sylvie Ladouceur, avec la collaboration de Maurice Basque, André Duguay, Sylvie LeBel et Marc Robichaud ainsi qu'un livre sur l'histoire du consulat général de France à Moncton (sous presse) intitulé *50 ans d'amitié franco-acadienne : le consulat de France à Moncton, 1964-2014* par Robert Pichette, avec la collaboration de Marc Robichaud. Outre la publication de livres, l'équipe de l'Institut a participé à des conférences publiques, a publié un article scientifique et a poursuivi ses efforts de distribution d'ouvrages en études acadiennes au niveau international afin d'encourager la recherche et l'enseignement dans ce domaine dans diverses universités. Comme chaque année, l'IEA a également répondu à de nombreuses requêtes de la collectivité.

Pour l'année 2014-2015, l'Institut entend mener à terme les projets de publications déjà en marche. Toute la question des études acadiennes à l'Université de Moncton est présentement en révision dans le but d'optimiser nos précieuses ressources en la matière et de s'assurer que notre université soit la plaque tournante des études acadiennes.

PARTIE III : LES SERVICES ET LES BUREAUX RATTACHÉS AU VRER

A) LA BIBLIOTHÈQUE CHAMPLAIN, LE CENTRE D'ÉTUDES ACADIENNES ANSELME-CHIASSON ET LE MUSÉE ACADIEN

La Bibliothèque Champlain, le Centre d'études acadiennes Anselme-Chiasson (CÉAAC) et du Musée acadien de l'Université de Moncton (MAUM) sont sous la direction de M^{me} Marthe Brideau.

a) La bibliothèque Champlain

Pour l'année 2013-2014, la bibliothèque Champlain a vu une augmentation de 3 % du nombre de visites (207 080 en 2013-2014 vs 205 005 en 2012-2013) et de l'utilisation des salles d'études. Par contre, l'utilisation des ressources électroniques (y inclus la consultation du catalogue Éloïze) a diminué d'environ 12 %. Il semble que ceci s'explique en partie par un changement au niveau des outils utilisés pour comptabiliser le trafic et par le fait que les ressources électroniques de la bibliothèque sont accessibles via d'autres ressources électroniques (ex. CLIC). En ce qui concerne les acquisitions, le nombre de monographies et d'abonnements imprimés a diminué alors que les abonnements électroniques ont considérablement augmenté (+ 21 %). Le service de bibliothèque nomade s'est étendu à la Faculté des sciences et à la Faculté d'ingénierie. Soulignons également que les trois partenaires du Réseau francophone des bibliothèques postsecondaires et de santé¹⁰ ont convenu de conserver le fournisseur actuel (SirsiDynix) pour l'hébergement des données au moyen d'une technologie « dans les nuages ». La bibliothèque a également été l'hôte du congrès 2014 de l'Association des bibliothécaires de l'Atlantique.

Pour l'année 2014-2015, la bibliothèque s'est donné plusieurs objectifs dont l'offre de formation documentaire adaptée à la clientèle internationale, l'augmentation du nombre d'heures d'ouverture les fins de semaine, l'intégration de services d'aide à la recherche documentaire au sein des facultés et la complétion de l'analyse des chaînes de travail afin d'optimiser l'utilisation des ressources. On prévoit aussi étudier les recommandations du consultant quant aux opérations des trois entités suite à la fusion administrative. Mentionnons finalement que dans le cadre du 20^e anniversaire du don de la collection d'art inuit Esther et Isadore Fine à l'Université de Moncton, un projet visant la restauration et la promotion de la collection sera développé.

b) Le Centre d'études acadiennes Anselme-Chiasson et le Musée acadien

En 2013-2014, le travail d'archivage s'est poursuivi. Un logiciel de gestion d'archives et des collections (ULTIMA) a été acquis. L'objectif est de créer un Centre d'excellence en numérisation du patrimoine acadien afin de mettre en valeur les données archivistiques et muséales disponibles au Centre d'études acadiennes Anselme-Chiasson et au Musée acadien. Il est impossible de passer sous silence le fait que M^{me} Antonine Maillet, chancelière émérite, a cédé à l'Université de Moncton la garde du manuscrit de son œuvre *Pélagie-La-Charrette* (prix Goncourt 1979) de même qu'une partie significative de ses archives personnelles ainsi que le pupitre sur lequel elle a écrit la plupart de ses œuvres.

En ce qui concerne l'achalandage, les visites sur place au CÉAAC ont augmenté de 9 % par rapport à l'an passé (1 825 vs 1 670) et le site web a reçu plus de 7 000 visites. Au MAUM, l'augmentation des visites sur place est de 11 % (6 286 vs 5 653). Les visites

¹⁰ Ce réseau est constitué des bibliothèques du Réseau de la santé Vitalité, du CCNB et de l'Université de Moncton

guidées et les ateliers ont été plus fréquents alors que les conférences et les expositions ont été moins fréquentes.

Pour l'année 2014-2015, on prévoit travailler à l'identification de partenaires pour appuyer le CÉACC et le MAUM. On se donne également comme objectif de développer un plan marketing afin d'augmenter la visibilité et les sources de financement. On va également étudier le potentiel de commercialisation des ressources numérisées.

B) LE BUREAU DE L'ENSEIGNEMENT COOPÉRATIF (BEC)

Le Bureau de l'enseignement coopératif, sous la direction de M. Claude Lavoie, concentre ses activités autour des volets de la formation des étudiantes et des étudiants et de la sollicitation auprès des employeurs potentiels. L'Université de Moncton offre plus d'une vingtaine de programmes coop et le BEC doit constamment solliciter des stages coop rémunérés auprès des employeurs du secteur privé, dans des centres de recherche, auprès de différents ordres de gouvernement (fédéral, provincial et municipal), auprès d'universités, organismes ou agences partout à travers le Canada, voire même à l'international afin de pouvoir dénicher le plus d'offres de stages réalisables pour les étudiantes et étudiants inscrits dans un régime coopératif.

Cette année, le bureau a administré 180 dossiers étudiants (87 anciens et 93 nouveaux), et géré 151 stages coop répartis sur les trois sessions. Il a également offert 15 séances d'information et coordonné le traitement des demandes d'admission avec les facultés. Outre les nombreuses rencontres individuelles, révisions de curriculum vitae et de lettres de motivation, des ateliers de groupe conçus pour les étudiantes et étudiants inscrits à des programmes coop ont eu lieu à l'automne 2013 et à l'hiver 2014.

En 2014-2015, le BEC poursuivra ses efforts pour promouvoir les régimes de formation coopératifs et offrir à nos étudiantes et étudiants une expérience de stage enrichissante sur le plan professionnel et personnel.

C) LE BUREAU DE SOUTIEN À L'INNOVATION (BSI)

Le BSI, sous la direction de M. André Chiasson, a pour mandat de favoriser les partenariats de recherche et développement, les transferts technologiques et la diffusion des connaissances, ainsi que la commercialisation.

Le BSI a connu au cours de 2013-2014 une transformation radicale. Outre l'entrée en fonction du nouveau directeur, un nouvel agent de transfert technologique, M. Cassidy Weisbord, est également entré en fonction en mars 2014. Le bureau s'est procuré un nouveau logiciel pour assurer une meilleure gestion des projets et faciliter la production de rapports. De plus, le Réseau Springboard Atlantique, qui rend possible le partage des expertises en matière d'innovation entre 19 institutions postsecondaires, et qui finance le BSI, a été renouvelé par l'APÉCA pour trois années. Cette année, le bureau a, entre autres, travaillé à plus de 20 relations avec des PME. La mise en place de projets majeurs (FIA de 2,7 millions de dollars - biofertilisants, FIA de 3,0 millions de dollars - barrière contre l'oxygène pour les contenants d'aliments en polypropylène) a été une part importante des activités du BSI.

Pour l'année 2014-2015, le BSI se donne pour objectifs d'accroître les subventions de recherche en partenariat, de développer une cartographie des actifs de recherche de l'Université de Moncton, de développer des produits de promotion des capacités de recherche, d'affermir la portée du BSI auprès des campus de Shippagan et d'Edmundston, d'augmenter les interactions (formations) et les liens avec les bailleurs de fonds clés dans

l'écosystème de l'innovation et d'augmenter le nombre de licences accordées à des partenaires privés.

D) LA DIRECTION GÉNÉRALE DES TECHNOLOGIES (DGT)

Le mandat de ce service, sous la direction de M. André Lee, est d'assurer que les besoins en technologies de l'information et des communications des secteurs académiques et administratifs de l'Université soient rendus de façon efficace. Les services offerts comprennent la consultation, le soutien, la configuration des équipements, des logiciels, de même que leur achat et gestion, ainsi que la négociation des licences. La DGT a en son sein un Groupe des technologies d'apprentissage (GTA) dont le mandat est la médiatisation de contenus d'apprentissage et le développement de sites web à l'intention de notre collectivité universitaire et d'entreprises et organismes publics et parapublics.

Parmi les dossiers majeurs traités en 2013-2014, mentionnons la mise en opération d'une solution de numérisation et gestion documentaire du processus d'admission des Registrariats. La DGT a poursuivi le renouvellement de l'infrastructure du réseau local et des pièces d'infrastructures importantes ont été ajoutées pour permettre de mieux protéger les infrastructures informatiques, y détecter les intrusions et aussi pour protéger nos systèmes informatiques lors de pannes de courant. Par ailleurs, un plan stratégique de partage de services de réseautique et informatique a été développé de concert avec les institutions membres du réseau informatique éducatif du N.-B et de l'I.-P.-É.

Au chapitre des technologies d'apprentissage, le GTA a mis à jour dix cours médiatisés et a travaillé à la médiatisation d'une vingtaine de cours. Le GTA a poursuivi son soutien technopédagogique à la communauté universitaire, notamment en gérant Clic (Desire2Learn) et Adobe Connect Pro et en appuyant le SASE. Il a été impliqué dans la conception et la réalisation de nombreux articles promotionnels (vidéos, bannières, dépliants, etc.) et a offert ses services de production de sites web à des organismes externes.

Pour l'année 2014-2015, la DGT va, entre autres, poursuivre le travail d'intégration des technologies de l'apprentissage dans l'enseignement ainsi que l'innovation dans les domaines de l'apprentissage en ligne et des technologies web. Un objectif prioritaire sera d'assurer la viabilité du GTA en renforçant le développement d'affaires. La DGT va continuer à œuvrer au maintien d'une infrastructure robuste et fiable, ainsi qu'à l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données. L'amélioration de la qualité des services offerts à la communauté universitaire constitue, bien évidemment, un objectif récurrent.

E) LA GALERIE D'ART LOUISE-ET-REUBEN-COHEN

Le mandat de la Galerie est de collectionner, présenter et interpréter des œuvres d'art réalisées par des artistes contemporains avec un regard particulier sur les artistes acadiens. Elle contribue à l'avancement des arts visuels en Acadie par des activités d'interprétation, de recherche, de documentation, de collection et de promotion. Dans le cadre de consultations publiques, ce mandat est en cours de révision. M^{me} Nisk Imbeault en est la directrice-conservatrice.

Parmi les expositions présentées en 2013-2014, mentionnons *Voix autochtones : Quatre artistes du Canada atlantique*, dédiée à la présentation de l'œuvre d'artistes autochtones de la région et l'exposition *50//50//50*, un survol d'envergure et inusité de l'ampleur de la production acadienne en arts visuels. Le catalogue de cette exposition a d'ailleurs été publié. D'autres événements publics, incluant des conférences et des ateliers

d'interprétation des arts visuels à des enfants ont également eu lieu. La galerie est impliquée dans un projet de publication sur *l'Histoire de l'art acadien*. Un financement du Conseil des arts du Nouveau-Brunswick en appuie la rédaction par Herménégilde Chiasson qui est accompagné dans la recherche par l'Institut d'études acadiennes. La galerie maintient également plusieurs partenariats locaux, provinciaux et nationaux.

Pour l'année 2014-2015, la Galerie a pour objectif de maintenir la qualité de sa programmation et d'initier des projets de commissariat, de recherche et d'écriture. La Galerie veut également engager une réflexion sur l'établissement d'un Musée d'art contemporain et sur la nécessité de multiplier les sources de financement.

F) LE REGISTRARIAT

Le champ d'action du Registrariat s'étend à toutes les activités liées à l'admission et à l'inscription aux cours, à la gestion des dossiers et aux affaires académiques par le biais des règlements.

L'élimination du frais d'étude d'une demande d'admission semble avoir eu un impact considérable dans le nombre de demandes d'admission. En effet, les demandes d'admission ont augmenté de 60 % en un an (entièrement à l'international). Il faut noter que les admissions ont, quant à elles, augmenté de 8,4 %. On comprend donc que le « retour sur l'investissement » n'est pas satisfaisant et que nous devons réfléchir à la meilleure façon de favoriser l'accessibilité sans crouler sous le poids des demandes d'admission frivoles.

Le Registrariat a été impliqué dans l'étude des conditions d'admission en ce qui a trait aux exigences en mathématiques pour les programmes en sciences et en ingénierie. Cette étude démontra que notre condition D était plus exigeante que celle des autres universités de la région. Cette dernière a donc été modifiée pour la rendre conforme à celle des autres universités des provinces atlantiques. Parmi les autres dossiers qui ont retenu l'attention en 2013-2014, notons la numérisation des dossiers étudiants, la rédaction d'un règlement sur les exigences linguistiques et le déploiement d'un module de Socrate dédié à la gestion des cours mutuellement exclusifs. Bien sûr, la reconfiguration des programmes entraîne un travail de vérification minutieuse de la part du Registrariat ainsi que des changements à apporter dans Socrate.

Parmi les dossiers importants à traiter en 2014-2015, notons la question de l'authentification des documents qui prend de plus en plus d'importance compte tenu de la diversification croissante des pays et des systèmes scolaires d'où proviennent nos demandes d'admission. Par ailleurs, on continuera à étudier la meilleure façon de faire face au défi récurrent du traitement et du stockage de données pour la production de rapports statistiques.

G) LA REVUE DE L'UNIVERSITÉ DE MONCTON

La Revue de l'Université de Moncton est un des moyens utilisés pour diffuser les connaissances scientifiques issues de la communauté universitaire auprès de la Francophonie. La Revue est dirigée par M. Serge Jolicoeur.

Au cours de l'année 2013-2014, les activités de la Revue se sont concentrées sur la finalisation du vol. 43 - *Perspectives interdisciplinaires sur la santé et le mieux-être* et la préparation du vol. 44 (deux numéros) - *Culture de l'information et pratiques informationnelles durables* et *La francophonie en milieu minoritaire : le discours des jeunes et le bilinguisme en tant que valeur identitaire/personnelle* et du vol. 45 - *Les*

chiffres et les lettres peuvent-ils se marier? 13 ans de recherches au Laboratoire d'analyse de données textuelles. Par ailleurs, le comité de rédaction a poursuivi sa réflexion sur le mode de fonctionnement de la Revue, notamment la formule des comités de rédaction *ad hoc*.

Pour l'année 2014-2015, la Revue de l'Université de Moncton devrait continuer à rattraper son retard de publications et avoir publié les volumes 44 et 45. La révision de sa constitution et de ses pratiques éditoriales est également un objectif visé.

H) LE SERVICE D'ANIMATION ET DE SOUTIEN À L'ENSEIGNEMENT (SASE)

Le SASE est un service-réseau offert aux membres du personnel académique de l'Université afin de les appuyer dans leurs activités d'enseignement. Il est en quelque sorte un service de pédagogie universitaire. Le SASE vise à promouvoir un enseignement et des apprentissages de qualité. En 2013-2014, le SASE était dirigé par M^{me} Sylvie Blain.

Les activités du SASE pivotent autour de six grandes thématiques, soit : 1) la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage; 2) une culture de la pédagogie universitaire; 3) un encadrement et un soutien offerts aux étudiantes et aux étudiants; 4) l'intégration pédagogique des technologies; 5) la formation linguistique et; 6) la recherche en pédagogie universitaire.

Cette année, près d'une vingtaine d'ateliers ont été offerts sur la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage. Un atelier sur l'utilisation du logiciel Antidote a également été offert. Le SASE a mis sur pied une plateforme collaborative en enseignement universitaire avec le soutien des mentors et du Groupe des technologies d'apprentissage. Cent trente personnes des trois campus se sont inscrites à cette plateforme. Par ailleurs, une équipe de mentors composée de cinq professeures et professeurs a répondu à des demandes d'informations en ce qui a trait à divers outils technopédagogiques. Le SASE offre également un service de consultation individuelle.

Depuis le 1^{er} juillet 2014, M^{me} Jeanne Godin est la directrice par intérim du SASE. Sous sa direction, le travail se poursuivra sur les six grandes thématiques énumérées plus haut.

PARTIE IV : LES OBJECTIFS PRIORITAIRES POUR 2014-2015

L'objectif prioritaire qui chapeaute tous les autres est de s'assurer que chaque unité développe son propre plan stratégique à la lumière du plan stratégique institutionnel « Un rêve qui nous appartient ». On vise ainsi à s'assurer que chaque unité s'approprie les cinq chantiers identifiés lors de l'exercice de planification stratégique et oriente ses opérations et ses choix stratégiques en conséquence. Chaque unité doit se demander comment peut-elle améliorer la qualité de l'enseignement et de l'expérience étudiante; comment peut-elle accroître l'engagement de tous et toutes (corps professoral, personnel, étudiantes et étudiants); comment peut-elle contribuer à concrétiser la stratégie d'internationalisation institutionnelle, comment peut-elle accroître les activités de RDCI et comment peut-elle contribuer à la gouvernance responsable et à l'expérience organisationnelle.

Plus précisément, les objectifs suivants sont identifiés :

- Il reste encore une quarantaine de programmes à soumettre à l'exercice de reconfiguration. Par conséquent, la reconfiguration des programmes et la logistique relative à leur déploiement seront, encore en 2014-2015, des objectifs prioritaires.
- Nous devons continuer à promouvoir les activités de RDCI afin qu'elles prennent toute la place qui leur revient dans notre université. Comme vous pourrez le constater à la lecture des rapports annuels des facultés, centres, chaires et instituts, nous comptons déjà plusieurs beaux succès dans chacun des trois campus et des projets de RDCI fort intéressants sont en chantier.
- Le recrutement et la rétention sont des objectifs prioritaires qui doivent guider toutes nos actions. En plus des pressions démographiques et de la précarité des sources traditionnelles de financement, l'Université de Moncton évolue dans un environnement de plus en plus compétitif qu'il serait irresponsable d'ignorer. Nous devons donc nous assurer que tous nos programmes sont pertinents et répondent aux besoins de notre communauté et, plus largement, de la société dans laquelle nous évoluons.
- Quant aux services et bureaux qui relèvent du VRER, de nombreux objectifs prioritaires ont été énumérés dans la partie III du présent rapport. Un défi et un objectif commun à plusieurs de ces unités est la diversification des sources de financement.

Je demeure convaincu que les pressions démographiques et budgétaires qui s'exercent présentement sur l'Université de Moncton sont en fait une opportunité pour nous redéfinir. Certes, il nous faudra user de créativité et d'audace, mais nous pouvons, tous ensemble, concrétiser ce « rêve qui nous appartient ».